



Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à www.scfp.ca/justice-mondiale.

À L'INTÉRIEUR

50 ans de militantisme pour la Coalition of Black Trade Unionists

LES MOUVEMENTS
MIGRATOIRES
EN 2015

P.2

DE LA COLOMBIE AUX
PHILIPPINES : LE SCFP ET
LA JUSTICE MONDIALE

P.3

L'EXPÉRIENCE D'UNE
BÉNÉVOLE AU GHANA

P.3

NOUVELLES EN BREF

P.4



TIMOTHY COLE

MANIFESTATION À ATLANTA EN GÉORGIE POUR LA JOURNÉE MARTIN LUTHER KING.

De l'avis de tous, la conférence Dr Martin Luther King Jr. sur les droits civiques et les droits de la personne organisée par l'AFL-CIO à Atlanta, en Géorgie, a connu un franc succès. « Même si j'ai traversé la frontière pour participer à la conférence, je me sentais chez moi. Nous

avons discuté de la hausse du salaire minimum, de l'accès aux services de garde et de l'importance de faire sortir le vote. Dans nos deux pays, il est en effet difficile de mobiliser les gens pour aller voter », a affirmé la vice-présidente à la diversité du SCFP, Yolanda McClean.

Cette conférence marquait le 50^e anniversaire du *Voting Rights Act*, la loi qui a accordé le droit de vote aux Noirs américains. Elle a réuni plus de 700 délégués, la majorité provenant des États-Unis et quelques-uns du Canada. Ensemble, ils ont parlé de stratégie afin de poursuivre le rêve de M. King, soit l'atteinte d'une plus grande justice sociale et économique.

Les délégués ont défilé dans les rues à l'occasion de la Journée Martin Luther King. « Nous étions des milliers. Chaque pas renforçait mon engagement à prendre part aux prochaines étapes de la lutte des syndicats et des organisations de défense des droits civiques pour améliorer les conditions de vie dans nos communautés. C'était très puissant », a raconté Mme McClean.

SCFP

LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES EN 2015

« Les ententes commerciales internationales et l'appauvrissement qu'elles entraînent, conjugués à l'absence de filet social et à la violence, ont été identifiés comme étant responsables de l'accroissement des migrations de femmes et d'enfants. Certains pays font état de hausses atteignant 50 pour cent », a expliqué Sheryl Burns. Elle était l'une des déléguées du SCFP à la 59^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU qui s'est tenue à New York en mars.



LA DÉLÉGUÉE SHERYL BURNS ET LA DIRECTRICE DU SERVICE DE L'ÉGALITÉ DU SCFP NATIONAL, ELIZABETH DANDY, ONT REPRÉSENTÉ LE SCFP À LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU.

La directrice du service de l'égalité du SCFP national, Elizabeth Dandy, était également présente.

Le travail décent, tel que défini par l'Organisation internationale du travail, a été largement appuyé par les déléguées, notamment par les représentantes du milieu syndical. « La migration temporaire étant enchâssée dans ces accords commerciaux, on constate l'émergence d'une "migration circulaire", où on s'attend à ce que les citoyens émigrent temporairement pour combler les besoins en main-d'œuvre d'une autre nation, avant de revenir chez eux armés de nouvelles compétences. De plus, les pays qui comptent sur ces travailleurs migrants adoptent des politiques d'immigration hostiles qui privent les migrants de la plupart de leurs droits et protections », a poursuivi Mme Burns.

Des femmes, dont plusieurs migrantes, ont pris la parole lors de la session pour raconter la douleur, les épreuves, la

violence, la solitude et la peur qu'elles vivent. Elles ont parlé des années pendant lesquelles elles ont été séparées de leur conjoint, de leurs enfants et de leurs proches. Des transgenres ont parlé de l'emprisonnement, de la torture, voire de la mort, qui les guettent à leur arrivée dans le pays d'accueil.

Plusieurs femmes sont d'avis que la seule manière de stopper l'exploitation des travailleurs migrants consiste à former des alliances avec les syndicats. Pour défendre les droits des travailleurs migrants et domestiques, elles ont donc mis sur pied de puissantes organisations, comme le National Network for Immigrant Rights et Migrant Rights International.

« Pour lutter contre l'exploitation des migrants en cours au pays, le Canada doit ratifier la convention n° 189 sur les travailleurs domestiques et les autres conventions connexes », a conclu Mme Burns. ●

Justice mondiale est publié trois fois l'an pour offrir aux travailleurs et à leurs conseillers un survol des efforts en matière de solidarité internationale entrepris par le fonds Justice mondiale et l'ensemble du SCFP.

Les numéros précédents sont disponibles en ligne au scfp.ca/justice-mondiale.

Il est possible de s'abonner à la version courriel de Justice mondiale. Visitez le scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp.

Liste des collaborateurs du numéro du Printemps 2015 : Sheryl Burns, Kimalee Phillip, Brenda Freriks, Kelti Cameron, Catherine Louli et Philippe Gagnon. Conception : Marnie Thorp

Pour proposer correctifs, questions, suggestions ou articles, écrivez à kcameron@cupe.ca.



De la Colombie aux Philippines : le SCFP et la justice mondiale

Les membres de la section locale 1949 du SCFP sont des adjointes administratives, les assistants juridiques et les avocats de l'Aide juridique en Saskatchewan.

la représentation et de la mobilisation.

Ses efforts portent ses fruits. Elle forme des leaders communautaires qui font de la sensibilisation. Elle contribue aussi à créer des réseaux pour

Nous pouvons en faire plus pour promouvoir nos valeurs de justice sociale.

Il y a plusieurs années, lors d'une assemblée syndicale, nous avons parlé de la possibilité de nous impliquer dans un mouvement d'appui au syndicalisme international. Un membre a alors raconté les risques auxquels s'exposent les syndicalistes et les syndiqués en Colombie.

Comme professionnels du milieu juridique et syndiqués, il y avait un fort sentiment au sein de la section locale, que nous pouvions en faire plus pour promouvoir nos valeurs de justice sociale. Nous avons donc décidé de former un partenariat avec Nomadesc, une organisation principalement active dans le sud-ouest de la Colombie, et de lui apporter une aide financière.

Nomadesc est une organisation de défense des droits de la personne qui conseille et accompagne des organismes sociaux et des syndicats. Elle défend les droits des communautés et des syndicalistes colombiens par le biais de l'éducation, de l'accompagnement, de

réparer le tissu social de ce pays déchiré par la guerre. Nomadesc aide directement les victimes du conflit à accéder au système judiciaire.

Ce partenariat est logique pour nous, puisque nos membres aident et représentent les citoyens dans le système judiciaire.

Au congrès du SCFP-Saskatchewan en mars, les délégués ont entendu le témoignage d'une autre syndicaliste courageuse : la Philippine Rose Nartates. Elle milite au sein de COURAGE, la Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des fonctionnaires. Le discours de Mme Nartates, qui portait sur les difficultés auxquelles font face les dirigeants syndicaux, les syndiqués et les travailleurs philippins, a renforcé ma conviction qu'il faut, plus que jamais, s'engager à fond collectivement pour faire progresser les droits des travailleurs, chez nous comme à l'étranger. ●

Brenda Freriks est membre de la section locale 1949 du SCFP.



LA MILITANTE DE L'ORGANISATION PHILIPPINE COURAGE (CONFÉDÉRATION POUR L'UNITÉ, LA RECONNAISSANCE ET L'AVANCEMENT DES FONCTIONNAIRES), ROSE NARTATES, A INSPIRÉ LES MEMBRES DU SCFP LORS DES CONGRÈS DE LA SASKATCHEWAN ET DE L'ALBERTA.

L'expérience d'une bénévole au Ghana

Kimalee Phillip, agente en équité à la section locale 1281, est partie pour le Ghana en janvier 2015. Elle allait y passer cinq semaines à titre d'innovatrice en développement de programmes pour le compte de Youth Challenge International, un organisme sans but lucratif torontois qui envoie de jeunes volontaires dans divers endroits du monde pour mener et soutenir des initiatives en lien avec l'éducation, le développement organisationnel et la santé et le bien-être des populations.

Le Ghana se trouve en Afrique de l'Ouest. Avant la colonisation européenne, on l'appelait la Côte de l'Or. Mme

Phillip était heureuse d'avoir la possibilité de retourner sur la terre de ses ancêtres. Sa mission était double : créer une stratégie de financement pour un organisme du nom d'Enactus et travailler comme formatrice en développement des programmes et des compétences au YMCA d'Accra.

Elle a beaucoup appris pendant son séjour. « Notre présence est toujours politique », a-t-elle résumé. Sa participation à un organisme international de bienfaisance dans un pays pauvre lui a fourni l'occasion de réfléchir aux répercussions, sur les populations et les sociétés, de

l'aide au développement provenant des pays riches.

« Par exemple, le choix du vocabulaire est parfois politique. Au Ghana, j'ai compris que, pour certaines personnes, on parlait d'immigrants et, pour d'autres, d'expatriés. Un expatrié, c'est quiconque vit à l'extérieur de son pays natal ou qui s'installe à l'étranger, mais on appliquait ce terme principalement aux Blancs. Ce critère sert à distinguer les gens qui ont leur place au pays, selon la couleur de la peau ou la classe et le statut sociaux », a-t-elle dit.

Le Ghana vit une crise de l'électricité et du carburant. On y manque de courant parfois de 12 à 24 heures par jour. Selon Kimalee Phillip, son séjour

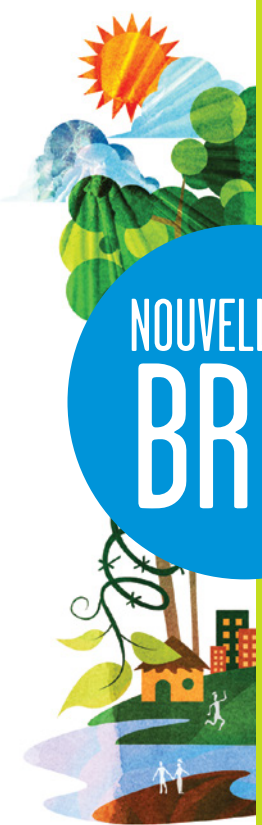
au Ghana l'a poussé à réévaluer l'utilité de sa présence et de celle des nombreux organismes internationaux de bienfaisance dans l'amélioration des disparités socioéconomiques.

« Le Ghana m'accueillera toujours. Les Ghanéens ont l'esprit ouvert; ils accueillent tout le monde. Mais il faut comprendre que les systèmes politiques et économiques mondiaux de prédation et d'exploitation qui se cachent sous le manteau de programmes de développement bien intentionnés alimentent, malgré eux, les inégalités mondiales. Et les paradigmes de développement au Ghana n'échappent pas à cette règle », a-t-elle conclu. ●

1. Une victoire aux retombées mondiales En janvier 2015, les élections générales en Grèce ont été remportées par le parti Syriza qui faisait campagne contre l'austérité. Il s'agit d'une victoire importante pour le peuple grec qui se mobilisait contre les pertes d'emplois, la réduction des avantages sociaux, la privatisation et les inégalités croissantes découlant de la crise financière mondiale de 2008. La Troïka, soit l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne, a imposé à la Grèce des cibles d'austérité et des conditions de prêt qui ont entraîné la perte de millions d'emplois, la fermeture de milliers de petites entreprises et un accroissement de la pauvreté. Cinq cent mille familles grecques ont même dû se débrouiller sans aucun revenu. La victoire de Syriza aura un impact sur les luttes contre les mesures d'austérité en cours dans le monde.

2. Droits syndicaux et services publics de qualité Le SCFP était représenté à la 11^e Conférence régionale interaméricaine de l'Internationale des services publics (ISP), qui s'est déroulée du 20 au 24 avril 2015 à Mexico. La délégation était menée par le secrétaire-trésorier national, le confrère Charles Fleury. Sous le thème *Droits syndicaux et services publics de qualité*, cette conférence a permis aux syndicats membres de l'ISP de réseauter et d'échanger sur divers sujets comme le commerce, l'investissement international, la privatisation, les régimes de retraite, les changements climatiques et la justice fiscale. La conférence a été précédée de deux jours de rencontres de secteurs tels que l'énergie, l'éducation, la santé et les municipalités.

3. Mort au projet de loi C-51! En janvier 2015, le gouvernement canadien a introduit le projet de loi antiterroriste C-51. Le SCFP s'oppose fermement à cette loi qui menace les droits et libertés de toute la population canadienne. Nous sommes très inquiets des intentions et des répercussions que cachent les modifications proposées au Code criminel, à l'application de la loi, au droit à un procès équitable, à la liberté d'expression, à la protection de la vie privée et au pouvoir du gouvernement de recueillir des renseignements. Le projet de loi C-51 constitue une grave menace aux libertés individuelles, tout particulièrement pour les membres de communautés marginalisées et les opposants au gouvernement conservateur en place, comme les syndicalistes et nos alliés de la société civile. Pour en savoir plus, consultez le scfp.ca/arretons-le-projet-de-loi-c-51.



NOUVELLES EN
BREF